Dans Parti Communiste Français, il y a « communiste ».

Christian Foiret – Section Guéméné sur Scorff – Fédération Morbihan

Ce congrès est dans la précipitation. Surtout s'il faut décider d'une avancée ou d'un recul !
Ce n'est pas de « socialisme » qu'il faut discuter mais de « communisme ». Parce que les deux termes sont antinomiques. Pourquoi ramener cette confusion historique dans les têtes en même temps que les milieux d'affaires capitalistes pourraient porter au pouvoir leur meilleur allié, le RN ?

Ce qu'ont fait avancer les luttes sociales au 20è siècle, c'est du communisme. Le congrès ça devrait avoir pour objet « comment on généralise ces conquis communistes ? ». D'une part le salaire comme attribut de la personne, déconnecté du contrat de travail, et contenu dans le statut de la fonction publique. On pourrait se demander « comment étendre la mise en sécurité sociale de nouveau secteurs de l'économie comme l'a fait le régime générale de sécurité sociale du soin en 1946 ? ». Parce que la Sécu de 46, c'est du communisme, le patronat lui le sait bien (on l'a vu le hurler dans le film « La sociale »). Croizat fait des allocs un salaire des parents, et de la retraite la continuation du salaire. Il sort ainsi les salariés du mortifères « j'ai cotisé, j'ai droit » (idée encore trop défendue) en copiant ce qu'a fait Thorez par le statut des fonctionnaires (et cela sera étendu dans 4 autres secteurs par d'autres ministres communistes) : un salaire à la qualification personnelle qui se poursuivra jusqu'à la fin de vie.

Le communisme est bien là. Dès 47 la bourgeoise et le patronat n'auront de cesse jusqu'à nos jours, de tuer ce système. Ces réformes cristallisent des luttes sociales acharnées depuis le 19 è siècle menées par les classes travailleuses. Et ces luttes mettent en cause le cœur du capitalisme : la domination sur le travail. En un siècle, la notion de salaire remplace le paiement à la tâche, puis sont gagnées les conventions collectives (encore liées à des contrats de travail), puis le salaire comme attribut de la qualification de la personne jusqu'à sa mort et non plus lié à un contrat. Cette mutation du salaire est une avancée de civilisation.

Abandonnons l'idée que le communiste c'est pour plus tard, et qu'il faut d'abord le socialisme. Ça c'était dans le années 70. Des militants politiques et syndicaux ont fait avancer magnifiquement le communisme, au cours des deux siècles précédents. Pourquoi nous ramener l'étape du « socialisme » en essayant de la tortiller pour faire oublier les expériences de 81, 98 et 2012? Le Socialisme dans notre culture de gauche est une torsion des thèses de Marx dès le fin du 19è siècle. C'est la doxa de la social démocratie qui met en premier la conquête du pouvoir politique, puis les reformes. (Ou la dictature, version Staline et autres...). Cette stratégie tourne les appareils politiques vers cet objectif. Mais sans s'attaquer au cœur du capital: qui décide du travail et de l'utilisation de la valeur créée par le travail humain ? Évitons donc la fausse piste.

Revenir à l'étape « socialisme » ne va pas enchanter ce qui reste du parti qui n'y comprend plus rien. Et surtout pas ces générations de jeunes qui cherchent dans des collectifs, des associations, des pratiques de vie, des choix de ruptures, des voies de sortie du capitalisme. Et elles regardent avec attention ces nouvelles mises en sécurité sociale pour subvertir par exemple l'agro-industrie. Pour aborder à la hauteur nécessaire l'enjeu de ces orientations, il faut plus qu'un mois et demi de débats chez les communistes. Ouvrir la réflexion, oui, mais il faut reporter ce congrès.

D'autant que les milieux d'affaires, patronat et bourgeoisie sont bien décidés à éteindre les conquis communistes en soutenant l'accès au pouvoir de l'extrême droite en 2027. Avec Trump et d'autres les libertariens séparent liberté et démocratie, lancent la planète vers le chaos, pillent, tuent le droit, refont les états et préparent des guerres. Ces questions valent sûrement, après les municipales, un débat dans le parti sur la stratégie du PCF dans un contexte compliqué de la gauche en France.

Christian Foiret, Fédération du Morbihan, février 2026